



FONDATION
CECIN'EST PAS UNE CRISE

« **Ce qui rend les gens heureux**, ce sont les interactions sociales et **la qualité des relations humaines** »

Mars 2016 - Revue N°5



« Le bonheur profond n'est pas un bonheur égoïste, voire consumériste.

Au contraire, **ce qui rend les gens heureux, ce sont les interactions sociales et la qualité des relations humaines.** »

FRÉDÉRIC LENOIR

« Le bonheur et la joie sont-ils dans le vivre-ensemble? »,
21 février 2016

UN MOT DU PRÉSIDENT



JEAN-PASCAL LABILLE,

Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous avons choisi de consacrer le sixième numéro de cette Revue Numérique à la DEMOCRATIE, et au BONHEUR, des ingrédients essentiels pour pouvoir construire un vivre ensemble harmonieux.

Deux ingrédients magnifiques, qu'il n'est pourtant pas toujours facile d'associer dans nos sociétés...

Comme le dit Frédéric Lenoir dans son dernier ouvrage, « la Puissance de la joie » : *nos sociétés occidentales offrent de grands avantages, [...] mais [...] nous sommes en permanence encombrés par un ego insatisfait et parasités par un mental qui entend tout contrôler. Et cette insatisfaction est nichée au fondement même de nos sociétés postindustrielles. Nos experts ont l'oeil rivé sur l'indice de consommation. [...] Cette frustration permanente face à la consommation fait tourner l'économie, elle entretient la croissance.*

Alors, parce que nous pensons que le bonheur et la joie se trouvent, en partie du moins, dans le goût de l'autre, dans la curiosité face à la diversité et dans le respect de tous, bref, dans un vivre ensemble harmonieux et régi par la démocratie, nous avons choisi de vous proposer dans ce numéro des articles et des réflexions sur ces deux thèmes.

Vous pourrez donc, notamment, lire une contribution inédite de François Debras sur la démocratie et ses éléments essentiels ; une interview de Carlos Stenger, sur le même thème ; une carte publiée par le Figaro et qui fait apparaître ce que nos démocraties pourraient devenir demain si l'on n'y prend garde...

Vous découvrirez également un résumé des deux conférences organisées par la Fondation Ceci n'est pas une Crise en février 2016 ; l'une était consacrée à l'évolution de nos démocraties, l'autre au bonheur.

Un numéro pour – et je cite à nouveau ici le dernier livre de Frédéric – *apporter notre petite pierre, si modeste soit-elle, à la construction d'un monde meilleur.*

Bonne lecture !

Jean-Pascal Labille,
Président

SOMMAIRE

Démocratiser la démocratie

François Debras, le 22 janvier 2016

p.05

« Toute croyance peut parfaitement être critiquée voire considérée comme absurde »,

Une interview de Carlo Strenger par Monique Baus, La Libre Belgique, 16 février 2015

p.08

« Écoutons les pauvres pour bâtir la société de demain ! »,

Une interview de Gaël Giraud par Frédéric Niel, Pèlerin, 21 janvier 2016

p.10

L'Europe face à la montée des partis anti-migrants

Infographie, Jean-Jacques Mével, Le Figaro, 5 février 2016

p.12

Extraits choisis de la conférence « Le bonheur et la joie sont-ils dans le vivre-ensemble ? » de Frédéric Lenoir,

Foire du Livre de Bruxelles, 21 février 2016

p.14

Extraits choisis de la conférence « Ceci n'est pas une crise » de Dan Sobovitz et Jean-Pascal Labille,

Extension de l'Ulb du Centre, La Louvière, 16 février 2016

p.15

Agenda

p.16

Nos administrateurs

p.17



DÉMOCRATISER LA DÉMOCRATIE

Depuis une vingtaine d'années, la critique remettant en cause la démocratie n'a cessé de proliférer : crise de la représentation, crise de la citoyenneté, corruption et aliénation du politique¹...

Pour de nombreux auteurs, l'épuisement, le désenchantement et la dégénérescence de la démocratie serait une évidence. Différents indicateurs viennent étayer ces théories : l'augmentation de l'abstentionnisme durant les périodes électorales, une volatilité et une instabilité croissantes de l'électorat ainsi qu'une baisse des adhésions aux organisations collectives. Fait tout aussi significatif, les partis d'extrême droite en Europe, prônant un discours anti système et récupérant l'ensemble des critiques citoyennes émises à l'égard des formations politiques traditionnelles, acquièrent une légitimité non négligeable au vu de leurs résultats électoraux.

Cette situation illustre-t-elle une réelle crise de la démocratie ou ne correspond-elle pas plutôt à une volonté citoyenne de transformer nos démocraties, c'est-à-dire d'élargir et d'approfondir certaines dynamiques et procédures sans pour autant s'opposer aux fondements du système ?

Pour répondre à cette question, nous proposons de nous concentrer sur deux éléments distincts mais étroitement liés au sein de nos démocraties européennes au 21^e siècle : la logique représentative et l'action du pouvoir étatique.

De la sorte, nous espérons mettre à jour différents phénomènes qui illustreraient des critiques actuelles faites au système démocratique et nous pourrions attester ou non de certaines transformations et d'une perte de légitimité des démocraties occidentales contemporaines.

CES ÉLUS QUI NOUS REPRÉSENTENT

Dans un premier temps, aborder la question de la démocratie, c'est l'étudier sous l'angle de la représentation. En effet, les systèmes politiques européens contemporains, bien que différents sur de nombreux points, sont tous constitués de gouvernements au sein desquels les décisions sont prises par des représentants sélectionnés au moyen de diverses procédures dont la plus courante est l'élection. Cette dernière, instituée au lendemain des révolutions anglaise, américaine et française, devait, à l'origine, extraire les individus les plus fortunés, les plus talentueux ou les plus vertueux de la foule pour la sortir de ses pulsions, de ses passions et de son ignorance².

Le gouvernement représentatif a été institué avec la volonté que les représentants élus soient des citoyens socialement distincts de ceux qui les élisent. Le gouvernement représentatif a ainsi longtemps été perçu comme démocratique alors qu'il a été pensé en opposition avec la démocratie au sens étymologique du terme, à savoir un gouvernement où le peuple détient le pouvoir³.

De cette méprise de l'histoire, masquée pendant de nombreuses années par l'élargissement du droit de suffrage, va naître un sentiment de défiance envers le gouvernement représentatif qui résulterait en partie d'un désenchantement des citoyens à l'égard de l'idée d'une progression continue vers un gouvernement du peuple par le peuple.

Souvent décrits comme des *élites*, les élus ne semblent plus aujourd'hui représenter les tensions internes de la société ni incarner l'intérêt général⁴. Le champ politique s'autonomise, ou plutôt, si l'on considère son institution historique, révèle sa nature oligarchique.

Ce décalage entre la population et ses représentants est encore renforcé au 21^e siècle par une crise bancaire et les différents impératifs liés au libéralisme économique. Le système nécessite le recours à de nombreux experts et conseillers financiers, le plus souvent non élus et, de ce fait, dépourvus de soutien populaire, affaiblissant les lieux centraux de délibération, comme le parlement, au profit de commissions et comités moins visibles et jugés plus *technocratiques*.

Le citoyen aurait ainsi l'impression d'être cantonné dans un rôle minimal se réduisant à choisir épisodiquement un représentant sans avoir la certitude que celui-ci prendra les bonnes décisions ni pouvoir l'y contraindre.

1 : Cet article est en partie une version retravaillée de notre contribution « Critique et légitimité des démocraties occidentales contemporaines », in *Revue Aide-mémoire*, n°72, 2015 à l'appui également de notre article F. Debras, « Le monopole de la légitimité démocratique », in *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, n°2, 2015.

2 : D. Mongoin, *Le pari de la liberté*, Classiques Garnier, 2012, p.345.

3 : B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, 2008, p.305.

4 : V. De Coorbyter, « La crise du système démocratique », in *La Revue Nouvelle*, n°9-10, 2014, p.20.

De ce fait, la légitimité du processus représentatif, concentrée dans le dispositif électoral, ne serait plus suffisante pour garantir l'adhésion des citoyens aux institutions politiques.

Face à cette distanciation des représentants politiques, un terme va s'imposer pour exprimer un sentiment diffus de nécessité de rupture et de renouveau : la démocratie de proximité⁵. La centralité des médias audiovisuels y trouve son origine. La fonction des médias ne se limite plus à une prise de connaissance des discours et actions politiques, mais avant tout, à leur mise en scène. Les médias redonnent lisibilité et visibilité à la politique, substituant à l'utopie d'une démocratie directe, un régime d'immédiateté, de transparence et de familiarité encore renforcé par l'arrivée de l'internet.

Cette hypermédiatisation de la politique n'est cependant pas sans conséquences. Gouverner, c'est aujourd'hui, de plus en plus, gérer des effets d'annonce, scruter les sondages, rebondir sur l'actualité... ce qui reflète le changement d'une logique politique vers une logique médiatique de la gouvernance⁶. La société de l'information transforme le politicien en professionnel de la communication. Les partis politiques doivent constamment s'adapter à un ensemble de revendications ponctuelles en s'appuyant sur diverses méthodes d'échantillonnage censées représenter les vœux d'une majorité silencieuse, parfois au détriment d'un programme idéologique clair et affirmé comme tel.

Aujourd'hui, la sphère politique n'est plus uniquement structurée et rythmée par les élections, mais davantage par les sondages et les courbes de confiance consacrant la démocratie d'opinion ou encore « émo-cratie » (la prise de décision politique dictée par l'émotion). Les sondages apparaissent comme des facteurs exerçant d'importantes pressions sur la vie politique. Le système démocratique risque d'évoluer en médiacratie où le peuple souverain s'exprimerait de moins en moins via le bulletin de vote et de plus en plus via la pression quotidienne de son jugement et de ses opinions.

A l'inverse, les sondages contribuent également à alimenter le débat dans la mesure où ils fournissent aux citoyens des informations utiles leur permettant de se positionner sur les différents enjeux sociétaux. Les sondages s'inscrivent alors dans une logique du travail politique traditionnel, c'est-à-dire de conversion des choix politiques des gouvernants en propositions pouvant recueillir la plus large adhésion possible auprès des citoyens. Le sondage serait ainsi un processus de rationalisation et de légitimation de l'action politique.

5 : P. Rosanvallon, *La légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité*, Seuil, 2008, p. 268.

6 : R. Vliegenthart et S. Walgrave, « Média et politique – Les conditions de l'effet des médias sur l'agenda parlementaire belge », in *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, 2009, p. 440.

Ces phénomènes de démocratie de proximité et de médiatisation, bien que s'opposant à certains égards à la logique de représentation, illustrent cependant un désir de la part des individus de participer à l'activité politique en dehors du stricte cadre des élections.

UN POUVOIR ÉTATIQUE DIFFUS

Au 21^e siècle, la souveraineté étatique est concurrencée par plusieurs instances remettant en cause les trois composantes de l'État : une population, un territoire et un gouvernement ainsi que plusieurs de ses monopoles dans différents secteurs comme la justice et l'économie⁷.

Les citoyens ne sont plus uniquement représentés par un seul niveau de pouvoir, tout comme la société n'est plus uniquement liée à un seul État. La séparation verticale des pouvoirs, induite par la multiplication des niveaux de gouvernance (locale, nationale, régionale et mondiale) crée un phénomène d'éclatement de la citoyenneté. Ces différentes strates peuvent être considérées par la population comme un enrichissement considérable.

Cependant, suite au renforcement du projet européen, elles favorisent également des phénomènes de repli identitaire et de (ré)affirmation d'identité qui profitent à de nombreux partis populistes et d'extrême droite tels que la ligue du nord en Italie (LN), le Front national en France (FN) ou les vrais Finlandais (Perus S)...

Le développement économique et la mondialisation des échanges commerciaux ne renvoient plus systématiquement aux frontières d'un État. L'État national n'est plus le seul cadre de référence. Sa légitimité territoriale est remise en cause par la mondialisation, souvent caractérisée par la puissance de certains groupes ou certains impératifs liés au libéralisme économique. L'État se retire du champ économique en faveur d'institutions privées comme, entre autres, les agences de notation financière jugées par les citoyens lointains, illégitimes et opposées à la notion même de souveraineté du peuple⁸.

La politique se globalise, la société devient transnationale, les normes juridiques se superposent et, parfois, entrent en contradiction. Dès lors, la liberté et la capacité d'action des gouvernants sont entravées. Cette situation semble d'autant plus se renforcer dans un contexte de crise financière internationale. L'Union européenne constitue à ce titre, aujourd'hui, le bouc émissaire idéal et récurrent des chefs d'État et politiciens nationaux pour justifier leur incapacité à mettre en place les politiques publiques, économiques et sociales promises durant les campagnes électorales.

7 : P. Roussel, *Les démocraties en danger ; comment sera le monde de demain ?*, Éditions First, 2014, p. 24.

8 : Y.-C. ZARKA (dir.), *Repenser la démocratie*, Armand Colin, 2010, p. 89.

Enfin, la multiplication des autorités administratives indépendantes, des établissements autonomes, des entités informelles, des organismes internationaux, des ONG... vient également concurrencer l'action étatique. Cette complexification du système peut provoquer un sentiment d'incompréhension chez les citoyens et/ou une incapacité des hommes politiques à prendre leurs responsabilités.

Tiraillées entre des impératifs internationaux et des changements internes, les actions politiques voient leur marge de manœuvre se restreindre à des champs d'application de plus en plus spécifiques et techniques, mettant à mal la souveraineté étatique et donc sa légitimité. La moindre décision nécessite de la part des différents acteurs une importante mais nécessaire demande de consultation induisant un sentiment d'inertie, de répétition et d'inaction.

En réponse à cela, certains électeurs se tournent vers des partis extrémistes prônant un nouveau mode d'action politique échappant au temps et aux médiations, répondant directement aux attentes et demandes de la population. En proposant une action politique libre de toute contrainte, ces discours s'érigent en maître du *management du désir*⁹. Les institutions intermédiaires sont accusées de corrompre la volonté générale en tentant insidieusement de biaiser son mode de formation spontané, jugé comme le seul authentique. La montée de partis politiques populistes et extrémistes constitueraient donc *une caisse de résonance d'un mal-être social*¹⁰ provenant d'un manque d'identification et de personnalisation du pouvoir par les citoyens.

QUELLE LÉGITIMITÉ POUR LA DÉMOCRATIE ?

Nous pouvons définir la légitimité démocratique comme la capacité du système à engendrer et à maintenir la croyance que les institutions politiques existantes sont les plus aptes à l'appropriation sociale du pouvoir. Cependant, l'analyse des deux éléments proposés, à savoir le lien représentant-représenté et l'action du pouvoir étatique, met en évidence une perte de légitimité à trois niveaux : représentation, unité et action.

La légitimité de représentation repose sur l'idée d'une volonté générale qui s'exprime directement à travers le processus électoral et durablement à travers l'activité quotidienne des représentants politiques. Au 21^e siècle, la représentation n'est plus au cœur du processus démocratique.

Elle est désormais considérée comme une composante parmi d'autres de la citoyenneté, ne suffisant plus aux citoyens pour contrôler la décision et l'action politique.

La légitimité d'unité est, elle aussi, mise à mal suite à un affaiblissement du lien représentant-représenté, une rupture d'un pacte tacite de consentement entre les citoyens et leurs élus, mais également du lien société-individu. En effet, les citoyens ne constituent pas une masse homogène, ils se manifestent à travers une multitude d'expressions. *Le peuple est désormais aussi le pluriel de minorité*¹¹.

Enfin, la légitimité d'action est également remise en question. La prolifération des instances de gouvernance et la multiplication des acteurs veto limitent le champ d'action des représentants devant constamment coordonner leurs politiques avec les instances supérieures et inférieures, entraînant à leur égard un sentiment d'inaction et d'incapacité à appliquer les programmes pour lesquels les citoyens les ont élus.

La démocratie délibérative, la démocratie continue, la démocratie participative ou locale, la cyberdémocratie, apparaissent dès lors comme autant de tentatives de réponses à ces problématiques de distanciation, d'autonomisation et d'inertie. Pour faire face à l'instabilité du système, il conviendrait de *démocratiser la démocratie*¹², selon la formule de David Van Reybrouck, c'est-à-dire de renforcer le pouvoir politique entre les mains du peuple à travers différents mécanismes politiques et institutionnels tels que par exemple la plus grande participation citoyenne et le tirage au sort.

Malgré une perte de légitimité à différents niveaux, le concept démocratique n'est cependant nullement remis en question. Au contraire, nous assistons à une volonté de l'approfondir et de l'élargir. Nous ne serions donc pas en présence d'une crise de la démocratie, d'une crise de son concept et de sa nature, mais d'une remise en question de l'application de ses processus et dynamiques, d'une volonté plus grande de son affirmation.

En ce sens, l'idéal de la démocratie possède, actuellement, au sein des sociétés européennes contemporaines, le monopole de la légitimité puisque toute forme de légitimité passe essentiellement par cet idéal.

François Debras,

Assistant-Doctorant

Faculté de Droit, Science Politique et de Criminologie

de l'Université de Liège

Liège, le 22 janvier 2016

9 : P. Musso, « Le phénomène Berlusconi : ni populisme, ni vidéocratie, mais néopolitique », *Hermès La Revue*, no 42, 2005, p. 175.

10 : H. Deleersnijder, *Démocratie en péril – L'Europe face aux dérives du national-populisme*, Renaissance du livre, 2014, p. 121.

11 : P. Rosanvallon, *La légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité*, Editions du Seuil, 2008, p.14.

12 : D. Van Reybrouck, *Contre les élections*, Actes Sud, 2013, p.190.

« TOUTE CROYANCE PEUT PARFAITEMENT ÊTRE CRITIQUÉE VOIRE CONSIDÉRÉE COMME ABSURDE »

Stop à la dictature du respect universel et du politiquement correct ! Il est urgent de retrouver notre esprit critique. Car tous les systèmes de pensées ne se valent pas. Et attaquer les opinions et cultures d'autrui n'est pas interdit. Strenger prône un mépris civilisé pour les intolérances. Sinon c'est l'extrême droite qui occupera tout le terrain.

UNE INTERVIEW DE CARLO STRENGER PAR MONIQUE BAUS

Le monde libre a le devoir de défendre ses valeurs fondamentales : telle est la première phrase de l'avant-propos de votre livre dans lequel vous affirmez qu'il ne le fait plus. Comment en est-on arrivé là ?

Carlo Strenger : Jusqu'au début du XXe siècle, l'Occident s'est senti très supérieur. Il pensait que sa civilisation était unique. L'esprit des Lumières prônant les principes de tolérance (dans le sens où tout individu doit être protégé de l'arbitraire d'un Etat ou d'une religion) et d'universalité (la vérité et la justice pour tous) a aussi débouché, à la grande époque du colonialisme, sur des horreurs. Des hommes furent asservis, réduits en esclavage voire massacrés, tandis que quelques pays occidentaux se partageaient la planète. Puis, la Première Guerre mondiale a tout fait voler en éclats y compris les empires coloniaux. Et l'image de l'Occident s'en trouva considérablement écornée. Ainsi commença son processus d'autocritique. Malheureusement, on bascula alors dans l'excès inverse et l'Occident en vint à être présenté, surtout par la gauche, comme la source de

tous les maux du monde. C'est ainsi que s'est développée l'idéologie du politiquement correct : il n'y avait plus aucune raison d'accorder à la culture occidentale une valeur supérieure. On pouvait critiquer l'héritage de la culture occidentale présenté comme une tradition de répression à l'encontre d'autres cultures que, du coup, il n'était plus question de juger.

Quelle est votre définition du politiquement correct ?

C'est une idéologie très puissante et floue basée sur l'idée simpliste qu'il n'existe pas de vérité, seulement des points de vue et des perspectives. Toutes les visions du monde se valent et il est illégitime d'affirmer que certaines formes de savoir sont supérieures à d'autres. Comme je l'écris dans mon livre, le principe de la critique universelle est remplacé par celui du respect universel. La notion initiale de tolérance, telle que définie par l'esprit des Lumières, a été complètement tordue. On n'a pas compris que ce qui était protégé, au départ, c'était l'individu et non la croyance qui, elle, peut parfaitement être critiquée voire considérée comme absurde.

Pourquoi est-il urgent de réagir maintenant ?

Parce que le monde, et l'Occident en particulier, est en face d'une série de crises très graves. La population européenne diminue et l'Europe ne peut pas vivre sans les migrations. D'autre part, l'Afrique abritera bientôt 40 % de la population mondiale. Or, dans les deux prochaines décennies, 40 % du sol de l'Afrique ne sera plus arable. Ce qui signifie que la guerre en Syrie n'est qu'une pression minimale comparée à celle qui pèsera bientôt sur les migrations. En outre, le problème du terrorisme ne va pas non plus disparaître. L'idée qu'on peut l'éradiquer est une illusion complète. Il y a donc danger. Mais, si les citoyens ignorent pour quelles valeurs il faut encore se battre, comment sauver les acquis obtenus après des centaines d'années de dur travail, tout va s'effondrer. Et je ne parle pas de combat militaire, mais de combat intellectuel, celui du savoir.

Quel est le risque ?

Notre incapacité à défendre de façon argumentée notre mode d'existence ouvre la voie aux populismes de droite. Mais le nationalisme n'est pas l'essence de l'Occident. C'est, au contraire, une de ses inventions les plus destructrices. Tout n'est pas encore en train de s'écrouler complètement mais nous sommes en danger. Pour moi qui suis né dans une famille juive, l'idée d'une Europe qui reprend l'extrémisme de droite est une véritable catastrophe. C'est là qu'est le véritable problème et pas ailleurs, même si la question de l'islamisation de l'Europe est aussi une difficulté à laquelle il faut s'attaquer car les gens ont peur, en partie à cause du silence de la plupart des partis politiques, et en partie par ignorance.

A ce propos, un autre thème très important ressort de votre essai : vous dénoncez la paralysie intellectuelle ambiante. C'est-à-dire ?

L'éducation pour la liberté est capitale. Et nous sommes en train de l'abandonner. Sous la pression des intellectuels de gauche pour lesquels la seule chose à faire est de critiquer l'Occident pourri, on a arrêté d'étudier les grands textes, les grands courants de pensée. L'unique étalon de mesure de l'éducation demeure la question de savoir si telles études peuvent, ou pas, déboucher sur un emploi qui fait du fric.

Cela signifie-t-il que, plus personne ne possédant de connaissances suffisantes, il est devenu impossible d'appréhender correctement la réalité ?

Pas impossible, non. Mais le relativisme imposé dans les années '60 a considérablement appauvri le discours public. Heureusement, à côté de cela, il reste quand même un courant, mené notamment par les nouveaux philosophes, qui insiste sur l'importance de se reconnecter aux grandes idées des Lumières pour pouvoir produire des analyses pertinentes de ce qui se passe.

Mais cette connaissance essentielle est-elle à la portée de tout le monde ?

Nous sommes dans un moment historique très paradoxal. L'accès au savoir n'a jamais été aussi démocratisé qu'aujourd'hui. Le savoir mondial est accessible à tout le monde, il suffit d'un ordinateur. Ce qui manque, en revanche, c'est la mentalité de croire qu'il vaut la peine de penser sérieusement. On se contente de se demander si tel politicien est télégénique, s'il a été bon à la dernière émission, sans aborder du tout la substance de ses idées. Je reconnais que je suis un peu pessimiste. Mais je veux être un pessimiste combatif. Nous avons tous les outils pour changer cette tendance mais nous ne les employons pas.

Puisque vous affirmez que toutes les idéologies ne se valent pas, comment les différencier ?

Il faut se forger une opinion responsable des idées, comme nous le faisons avec des informations médicales (quand on est chez le médecin, ce ne sont plus les convictions qui comptent mais le savoir) ou qui concernent notre argent. La tendance qui consiste à se fier à ses convictions plutôt qu'à des informations précises et fondées est irrationnelle. C'est pourtant ainsi que cela se passe souvent en matière de vie, de mort, de politique ou de religion.

En guise de solution, vous proposez une attitude de mépris civilisé. En quoi consiste celle-ci ?

C'est une autodiscipline intellectuelle qui engage à collecter des informations et à les évaluer avec soin. Par exemple, j'ai du mépris profond pour système d'apartheid mais je ne le hais pas : Un mépris civilisé parce qu'il ne vise pas les gens mais les idées et qu'il n'incite pas à la violence.

Propos recueillis par **Monique Baus**
La Libre Belgique
21 février 2016.

« ÉCOUTONS LES PAUVRES POUR BÂTIR LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN ! »

Gaël Giraud, jésuite, chef économiste de l'Agence française de développement (AFD) depuis 2015, y poursuit son action contre les excès de la finance mondiale et pour une économie plus juste. Avec Pèlerin, il revient sur le sens de ce combat.

UNE INTERVIEW DE GAËL GIRAUD PAR FRÉDÉRIC NIEL

Ce philosophe français qui tranche avec ses pairs s'interroge : Est-on à la veille d'une crise pire que celle de 2008 ?

Une nouvelle crise financière me semble probable avant 2020. Un signal parmi d'autres : les marchés financiers s'envolent, alors que l'économie réelle stagne en Europe de l'Ouest, au Japon et dans des pays émergents comme le Brésil.

Trop d'investisseurs ont profité des taux d'intérêt nuls – décidés par les banques centrales dans l'espoir de relancer la croissance – pour emprunter de l'argent bon marché et parier sur une hausse de l'immobilier ou des marchés financiers, au lieu de l'investir dans des entreprises capables de créer de vraies richesses et des emplois.

Aujourd'hui, ces actifs financiers dépassent leur valeur d'avant la crise des subprimes de 2008 ! Ces nouvelles « bulles spéculatives » éclateront tôt ou tard.

L'Europe risque-t-elle d'être touchée ?

Bien sûr. Nos banques ne sont pas plus solides qu'en 2008. Les réformes adoptées depuis ne doivent pas faire illusion. Et comme les États ne peuvent pas prendre le risque de les laisser faire faillite, ils devront à nouveau

se porter à leur secours lorsque la crise éclatera, pour limiter les dégâts. Or ces États eux-mêmes sont financièrement plus fragiles...

Quels autres signes avant-coureurs d'une crise voyez-vous ?

Le surendettement des acteurs privés. Les étudiants américains, par exemple, ont accumulé 1 500 milliards de dollars de dette. Ça peut sembler lointain, mais souvenez-vous que le désastre mondial de 2008 a démarré sur le marché des emprunts immobiliers américains, dits subprimes, qui paraissait aussi exotique à l'époque.

Je m'inquiète aussi des « bulles » spéculatives en Chine, dans l'immobilier et la finance.

Quid de la dette publique européenne, qui avait ébranlé l'euro en 2010, pendant la crise grecque ?

C'est un faux problème. Ce psychodrame autour des dettes publiques en Europe est invoqué, par certains dirigeants, comme prétexte pour imposer l'austérité budgétaire. La dette grecque n'est que de 300 milliards d'euros.

C'est à la fois peu au regard de l'ensemble de la zone euro (dont le PIB global est supérieur à 10 000 milliards), et impossible à rembourser pour l'État grec (dont le PIB s'est effondré en dessous des 200 milliards). Ces exigences assassinent économiquement la Grèce et y détruisent la démocratie.

Qu'est-ce qui peut nous sauver ?

Il faut vite réformer la sphère financière. Notamment en séparant vraiment les banques d'affaires d'un côté et les banques de crédit et de dépôt de l'autre, comme l'avait promis le candidat François Hollande.

On pourra ainsi, lors du prochain krach financier, laisser une banque d'affaires faire faillite sans menacer les dépôts de millions d'épargnants.

Y a-t-il un motif d'optimisme ?

Bien sûr : l'accord mondial sur le climat, conclu en décembre à Paris, est une immense victoire. La prise de conscience mondiale avance. La transition énergétique peut se mettre en place dès aujourd'hui en Europe. Renoncer aux énergies fossiles au profit d'énergies renouvelables, améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments, l'industrie, les transports, permettrait à l'emploi de repartir.

Pourquoi la transition est-elle si lente en France ?

C'est un symptôme d'un mal plus général : l'aveuglement des élites. La transition énergétique est une évidence pour un paysan dans la Creuse ou un montagnard en Savoie, qui constatent déjà les effets du



dérèglement climatique. Seuls les urbains, parmi lesquels les élites dirigeantes, ne le comprennent pas, car ils vivent « hors sol ».

En Europe de l'Ouest, un fossé s'est creusé entre le tiers diplômé de l'enseignement supérieur et le reste de la population. Le tiers supérieur a accès à tout, à la finance, aux médias, mais vit dans l'entre soi. Il ignore le reste du pays.

La preuve : quand une majorité de Français vote « non » en 2005 au référendum sur la Constitution européenne, les dirigeants n'en tiennent pas compte.

De même, aux élections régionales de décembre 2015, les grands partis de droite et de gauche ont parlé d'abord à l'élite du tiers éduqué supérieur, qui suffit à les maintenir au pouvoir. Les autres électeurs sont tentés par le Front national parce que leurs souffrances ne sont plus entendues par les gouvernants depuis au moins vingt ans.

J'attends qu'un candidat de la société civile, de la trempe de Nicolas Hulot par exemple, propose un programme démocratique de rupture. Il lancerait la transition énergétique et imposerait une réforme de la zone euro, sans renoncer à la monnaie unique comme le propose le FN de manière irresponsable.

Vous seriez candidat pour un tel changement à l'élection présidentielle de 2017 ?

(Il rit). Je suis religieux jésuite, directeur de recherche au CNRS, prêtre, économiste à l'AFD, j'ai assez de casquettes comme ça.

Justement, à quoi sert l'AFD ?

Cette banque publique à but non lucratif est l'outil de la France pour aider les pays du Sud à se développer. Chaque année, elle prête 8,5 milliards d'euros – ce qui ne coûte rien aux contribuables – et accorde 200 millions d'euros en dons. Nous aidons ainsi 70 pays. La moitié de cet argent va en Afrique, le reste, à des pays comme le Brésil, le Vietnam, l'Inde, la Turquie...

Faut-il encore aider ces États émergents ?

L'aide au développement, ce n'est plus faire la charité aux pays pauvres. On co-construit, avec eux, des solutions qui profiteront à tous, y compris à nous-mêmes. Lorsque l'AFD finance une centrale solaire de 500 MW au Maroc, des projets d'adduction d'eau en Bolivie ou d'agroforesterie en Zambie, ou qu'elle cherche à protéger la Guinée d'une nouvelle épidémie de type Ebola, nous apprenons à organiser des communautés pour répondre à des défis complexes qui sont aussi les nôtres, en France : raréfaction de l'eau dans certaines régions, partage égalitaire de l'énergie, couverture sanitaire, etc.

Malgré des décennies d'aide publique, l'Afrique semble toujours aussi mal en point. Pourquoi ?

L'Afrique reste le continent le plus pauvre du monde, le plus vulnérable au changement climatique. C'est là qu'aura lieu l'essentiel de la croissance démographique au XXI^e siècle. Cela n'est pas dû à un quelconque archaïsme africain mais à l'absence de protection sociale. La meilleure assurance, pour de vieux parents, est d'avoir assez d'enfants survivants pour s'occuper d'eux. Après la création d'une Sécurité sociale et d'un État providence digne de ce nom, la transition démographique peut se faire en moins de deux générations. La solution réside donc dans la consolidation de l'État, une administration moins corrompue, des services publics efficaces.

D'où vient votre attachement à l'Afrique ?

J'ai effectué ma coopération au Tchad quand j'avais 25 ans. Je donnais des cours de maths et de physique dans un collège-lycée jésuite. En outre, j'intervenais dans une prison, à Sahr. J'ai tenté d'y aider les femmes, violées chaque nuit par leurs codétenus masculins sous l'oeil indifférent des gardiens. Une situation épouvantable, rendue insoluble par l'inaction des autorités judiciaires. J'ai eu plus de succès en créant un centre d'accueil pour enfants des rues, qui existe toujours.

Que vous a appris l'Afrique ?

J'étais un pur produit des grandes écoles françaises, je n'avais jamais quitté les salles de classe. J'ai découvert la vraie vie, la grande pauvreté, le paludisme... Une expérience humaine inouïe, dont on revient métamorphosé. Surtout, les enfants des rues m'ont réappris l'Évangile, les Béatitudes : ils n'ont rien, mais irradient la joie de vivre. Je me suis trouvé bête et triste à côté de la force de vie incroyable des enfants. « Heureux les pauvres » : ce n'est pas un slogan pervers pour laisser les inégalités en l'état. Comme le répète le pape François, c'est parmi eux que nous comprenons le mieux la force de l'Évangile. Ici aussi, nous devons écouter les pauvres, y compris leur colère, pour bâtir la société de demain.

Est-ce un phénomène neuf ?

Il a toujours existé. La nouveauté est que la promesse démocratique a augmenté. Donc il y a une sorte de hiatus scandaleux entre une méritocratie de façade et, fondamentalement, une pression généralisée.

Propos recueillis par **Frédéric Niel**

Pélerin

21 janvier 2016

INFOGRAPHIE

L'EUROPE FACE À LA MONTÉE DES PARTIS ANTI-MIGRANTS

De la Suède à l'Italie en passant par l'Allemagne, la vague migratoire massive et la menace islamiste font progresser les partis populistes.

Les électeurs ont une humeur changeante et si les politiciens en place ne répondent pas à leurs attentes, ils vont voir ailleurs. La loi est implacable. Les années de récession et de crise de l'euro l'avaient montré avec l'alternance, rejetant dans la minorité la plupart des responsables politiques du Vieux Continent - à la notable exception d'Angela Merkel. Le choc est encore plus rude, après dix mois de déconfiture collective face à l'exode des réfugiés et des migrants. De la droite à la gauche, les partis traditionnels luttent désormais pour leur survie. Et c'est au tour de la chancelière de subir l'assaut.

Populistes ? Extrémistes ? Xénophobes ? Anti-establishment ? Démagogues ? Les mots peinent à décrire ceux qui tirent les fils d'un dynamitage qui secoue les classes politiques, jusqu'aux États-Unis avec les outrances de Donald Trump côté républicain. En Europe, les profils sont aussi contrastés, de la renaissance de la Ligue du Nord en Italie à la progression foudroyante de Pegida, mouvement islamophobe qui prévoit de manifester samedi dans 14 pays, deux ans après son lancement à Dresde. Ou encore de Marine Le Pen, opposante tous azimuts, à Viktor Orban, solidement installé dans son fauteuil de chef du gouvernement hongrois.

Mais tous gagnent dans l'opinion, avec la même alchimie détonante. D'un côté, la peur, nourrie par le terrorisme, l'islamisme et le déferlement de plus d'un million de nouveaux venus à travers la route des Balkans. De l'autre, la contestation d'élites politiques jugées aussi incapables qu'indifférentes, et le rejet de leur entreprise la plus ambitieuse : soixante ans de construction européenne.

L'hostilité aux migrants n'a rien de nouveau en Europe, mais il y a dix ans à peine, elle semblait avoir été évacuée

Dans la crise de l'euro, ce sont les marchés qui ont imposé la marche à suivre aux gouvernants. Dans la crise des réfugiés, c'est à la fois plus grave et plus simple, constate l'eurodéputé Alain Lamassoure (les Républicains). Aujourd'hui, ce sont les électeurs qui dictent leur loi à la face des partis.

Les images du chaos migratoire dans les îles de la mer Égée, suivies du carnage du 13 novembre à Paris, ont bien servi la propagande. L'hostilité aux migrants n'a rien de nouveau en Europe, mais il y a dix ans à peine, elle semblait avoir été évacuée. En Allemagne l'AfD, récente incarnation de l'extrême droite, semblait proche de l'extinction l'année dernière. Aujourd'hui sa patronne, Frauke Petry, fait scandale en affirmant que la police devrait «si nécessaire se servir de ses armes» pour protéger les frontières de la République fédérale. Le parti est désormais le troisième du pays, d'après les sondages. Devant les Verts. Devant la Gauche radicale.

SÉISME EN SUÈDE

La paisible Suède, championne du monde de l'asile, illustre le séisme. Le parti des Démocrates suédois, issu de la mouvance fasciste, drainait péniblement 2 ou 3 % des votes avant 2010. Depuis, il est entré au Parlement et a arraché près de 13 % des voix aux dernières législatives. Il dénonce l'immigration comme une menace sur l'identité nationale et gagne en adhésion, quand 15 % de la population suédoise est née hors des frontières. L'arrivée de 163.000 demandeurs d'asile a fait monter sa cote en flèche. Les derniers sondages le mettent à au moins 20 %. C'est le deuxième parti du pays et la survie du premier ministre social-démocrate, Stefan Löfven, dépend de son accord tacite.

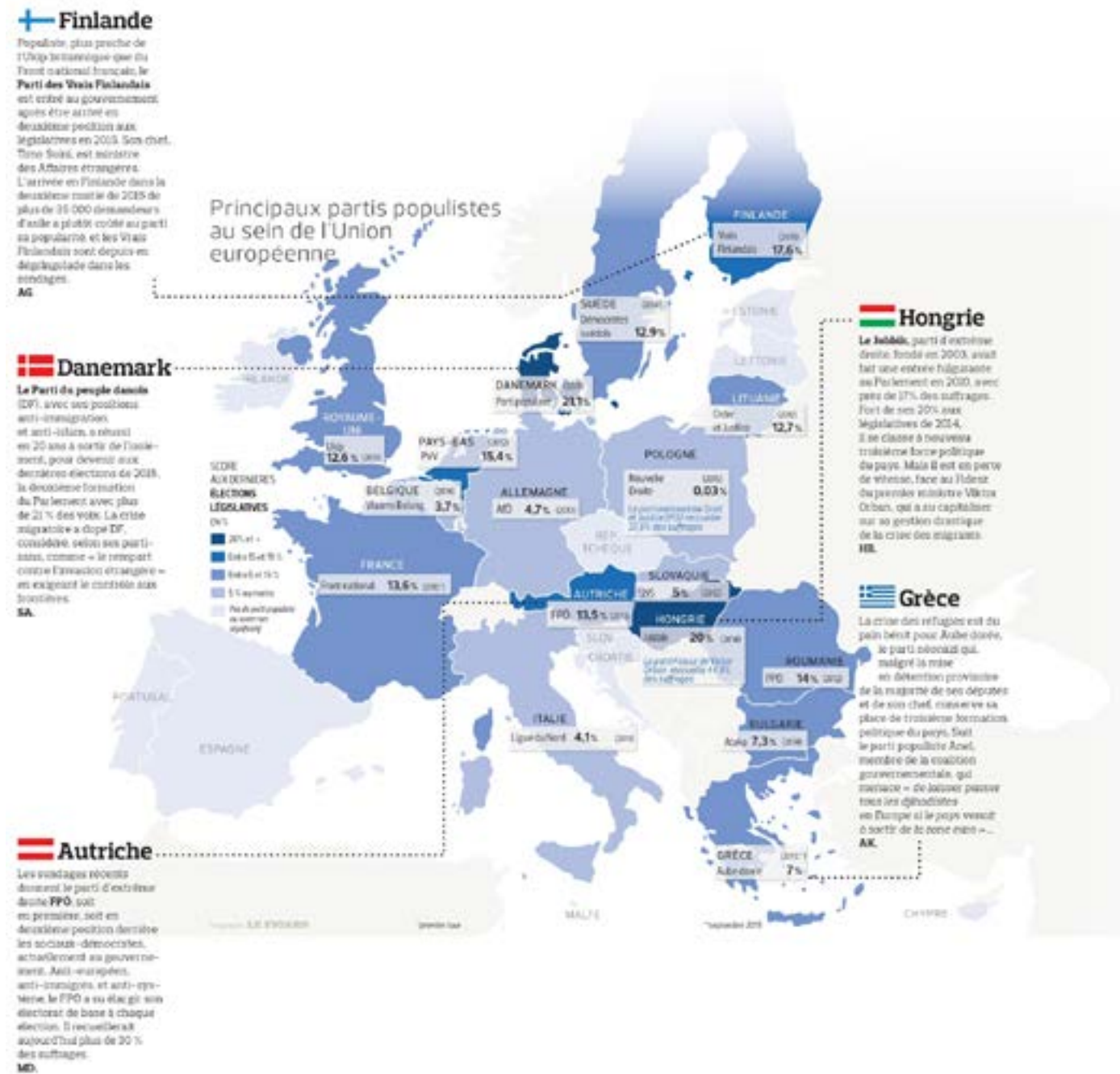
Dans le nord de l'Europe, c'est loin d'être une exception. Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté de Geert Wilders (PVV) fait à nouveau jeu en tête depuis qu'il est revenu à sa vieille cible, l'islam, plutôt que l'euro. Au Danemark, le sort du gouvernement libéral de Lars Lokke Rasmussen dépend depuis huit mois de l'appui du Parti populaire (DF), formation que son chef, Kristian Thulesen Dahl, décrit ouvertement comme «antimusulmane».

Les forces montantes du populisme scandinave ont partout le vent en poupe, mais elles ont aussi de bonnes raisons de se méfier de l'exercice réel du pouvoir : leur cousin, le parti des Finlandais, a vu son soutien fondre de moitié dans les sondages depuis qu'il est entré, l'an dernier, dans le gouvernement du centriste de Juha Sipilä. C'est l'épreuve des responsabilités.

En Europe centrale, les options les plus radicales n'ont pas été dictées par des francs-tireurs, mais bien décidées par les équipes en place. Le Hongrois Viktor Orban, aux commandes depuis 2010, a été le plus loin pour stopper la vague des arrivants: il a dressé une clôture à la frontière et sa popularité remonte vers les sommets. En Pologne, le retour au pouvoir du parti Droit et Justice de Jaroslaw Kaczynski (PiS) scelle aussi le sort du seul palliatif décidé à Vingt-huit: un partage équitable des réfugiés entre Européens.

Jean-Jacques Mevel

Article et infographie parus dans le Figaro
5 février 2016



CONFÉRENCE « LE BONHEUR ET LA JOIE SONT-ILS DANS LE VIVRE ENSEMBLE? »

EXTRAITS CHOISIS

Dimanche 21 février 2016 avait lieu la rencontre avec Frédéric Lenoir intitulée « Le bonheur et la joie sont-ils dans le vivre-ensemble? » à la Foire du Livre de Bruxelles, en présence de notre Président Jean-Pascal Labille et de notre administrateur Eric Winnen.

À Paris, on fait la gueule et la joie est dans les bidonvilles de Calcutta. C'est le vivre-ensemble qui fait la différence.

[...]

Ecologiquement, les progrès sont trop lents. J'ai peur qu'il faille une catastrophe pour que l'on change de mode de vie.

[...]

La financiarisation de l'économie amènera encore des crises graves. Combien en faudra-t-il pour qu'on sorte de cette logique à court terme?

[...]

Les politiques ne cherchent pas la conscience. Ils sont dans une logique à court terme de recherche de pouvoir personnel.

[...]

Les enfants adorent la méditation et la philosophie. Il faut leur apprendre la connaissance de soi, l'intelligence critique et l'attention.

[...]

En développant chez les plus jeunes l'intelligence critique ils sauront plus tard résister aux tentations intégristes.

Frédéric Lenoir

Propos recueillis à Bruxelles,
le 21 février 2016



Pour aller plus loin :
[Résumé complet de cette conférence.](#)

CONFÉRENCE « CECI N'EST PAS UNE CRISE »

EXTRAITS CHOISIS

Mardi 16 février 2016 avait lieu une conférence de présentation de la Fondation Ceci n'est pas une crise à l'Extension Ulb du Centre à la Louvière, en présence de notre Président Jean-Pascal Labille et notre administrateur Dan Sobovitz.

Une belle soirée, en présence du caricaturiste Decressac.

Dès que la raison d'être d'un Etat est de satisfaire les besoins d'une ethnie majoritaire, l'Egalité n'est pas possible.

L'Europe est née d'une volonté tenace de défendre des valeurs démocratiques essentielles - les droits de l'Homme par exemple.

[...]

Aujourd'hui on raccourcit les débats complexes à 3 phrases, voire 140 caractères : il faut lutter contre ces raccourcis simplistes.

Dan Sobovitz

Une crise, c'est un cycle à 360° où on revient in fine à l'état d'origine : à l'opposé de ce que nous vivons aujourd'hui.

[...]

Ce que nous proposons c'est un État préventif et régulateur pour une société inclusive qui ne laisse personne de côté.

Jean-Pascal Labille

Propos recueillis à La Louvière,
Le 16 février 2016

Pour aller plus loin :

[Résumé complet de cette conférence](#)



AGENDA

Vendredi 13 mai 2016, à 18h30

Conférence «Ceci n'est pas une crise»

En présence de Jean-Pascal Labille

Université de Houte-Si-Plou

<http://www.houtesiplou.be/>

Mercredi 1er juin 2016, à 19h30

Conférence « On vit une époque formidable ! »

En présence de Jean-François Kahn, animée par Walid

En partenariat avec le CAL Charleroi

Bois du Cazier, 6001 Charleroi

www.cecinestpasune crise.org



NOS ADMINISTRATEURS

Qui sont les personnes qui font vivre la Fondation « Ceci n'est pas une crise »?

Philippe Busquin



Philippe Busquin a occupé plusieurs postes de Ministre (Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Éducation et Ministre des Affaires sociales), avant de devenir Commissaire européen à la recherche au sein de la Commission Prodi. En outre, il a également été Membre du Parlement européen (Parti socialiste belge). Philippe Busquin a consacré beaucoup de temps et d'efforts à améliorer la coopération entre la recherche et l'industrie et est Docteur Honoris Causa de nombreuses universités.

Grégor Chapelle



Grégor Chapelle a été actif dans la politique et des projets de la société civile depuis le début de sa carrière. Il est actuellement Directeur général d'Actiris, l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi. Diplômé de Harvard, il a travaillé des nombreuses années pour des sociétés de conseils renommées au niveau international et a été actif dans la politique régionale et nationale belge. Il est le cofondateur de Oxyjeunes / Hydrojeunes, une organisation d'aide aux jeunes en difficulté, et du Cabinet d'Avocats du Quartier des Libertés, qui se bat pour le droit universel d'accès à la justice.

Bruno Colmant



Membre de l'Académie royale de Belgique et Docteur en économie appliquée, Bruno Colmant enseigne l'économie dans différentes universités (ULB, UCL et Vlerick Business School). Il a occupé des fonctions dirigeantes dans le secteur financier dont la présidence de la Bourse de Bruxelles. Sa passion est le décodage de l'économie qu'il formule sous formes d'articles, d'ouvrages et de conférences.

Eric de Beukaler



Scolarisé au pays de Galles dans un United World College (collèges internationaux créés pour encourager la compréhension entre les peuples), il y a été éduqué à la fécondité du dialogue avec celles et ceux qui ne partagent pas ses convictions. Pensant à une carrière internationale en économie politique, il fait une licence en droit avec un complément en économie, mais – suite à un cheminement spirituel – ressent un appel intérieur à devenir prêtre. Il a publié plusieurs ouvrages, tient un blog et est chroniqueur dans différents médias. Jusqu'en juillet 2010, il fut le porte parole des évêques de Belgique. Aujourd'hui, il est curé-doyen du centre de Liège.

Didier De Jaeger



Didier De Jaeger est spécialisé en psychologie sociale, communication et marketing. Il a été Président de Troy Agency jusqu'à leur fusion avec Emakina Group, une des principales agences de communication digitale européenne, dont il est devenu Partenaire exécutif jusqu'en 2013. Auparavant, il a été Maître de conférence à l'Université de Louvain, tout en travaillant comme Managing Partner de l'agence de publicité Kadratura de 1993 à 2007. Depuis la fin des années 1980 jusqu'au milieu des années 1990, il a été Managing Partner de la société d'études de marché Censydam.

Mark Elchardus



Mark Elchardus a enseigné à la Vrije Universiteit Brussel de 1981 à 2012, où il a été professeur de sociologie, président du Département de sociologie et membre fondateur du groupe de recherche TOR. Depuis Octobre 2012, il est professeur émérite. Mark Elchardus est auteur et éditeur. Il est l'éditeur et co-éditeur de plusieurs revues scientifiques, du European Sociological Association et de l'American Sociological Association.

Eric Domb



Eric Domb est le fondateur et Président de Pairi Daiza, un zoo, jardin botanique et parc à thème belge, qui vise également à protéger les espèces menacées. Après des études en droit et commerce et une carrière dans le monde de l'entreprise, il a lancé le projet Pairi Daiza en 1992. En surmontant les difficultés des premières années, il a réussi à construire une destination touristique très populaire. Eric Domb a également été Président de l'Union wallonne des entreprises et a reçu le titre Manager de l'Année 2007.

Monica Frassoni



Monica Frassoni est active dans la politique européenne depuis plus de deux décennies. Elle est Présidente du Parti vert européen depuis 2009 et a été la première députée italienne élue à l'étranger en 1999 sur les listes d'Ecolo, le parti vert belge. De 2002 à 2009, elle a été Présidente du Groupe des Verts au Parlement européen.

Elle se consacre notamment aux thèmes de l'environnement et de l'immigration. Elle est également un des fondateurs et Présidente de ECES - The European Centre for Electoral Support - qui soutient le développement démocratique durable par l'appui aux processus électoraux.

Pierre Kroll



D'abord architecte et licencié en sciences de l'environnement, Pierre Kroll est l'un des caricaturistes politiques belges les plus importants. Il est le dessinateur attitré du quotidien belge Le Soir et des hebdomadaires Ciné-Télé-Revue et Téléoustique. Ses oeuvres ont été présentées dans de nombreuses autres publications et au sein d'institutions comme le Parlement européen.

Pierre Kroll dessine en direct chaque semaine en télévision pendant le débat politique Mise au Point. Il a remporté plusieurs prix tels que L'humour Vache et Press Cartoon of Belgium. Il est membre de « Cartooning for Peace », un projet initié par Jean Plantu et l'ONU qui rassemble des caricaturistes politiques pour « désapprendre l'intolérance », et Docteur Honoris Causa de l'Université de Liège.

Jean-Pascal Labille



Après une activité de réviseur d'entreprises, Jean-Pascal Labille est devenu le secrétaire général des Mutualités socialistes/Solidaris de la province de Liège, puis de l'Union nationale des mutualités socialistes. Il a fortement dynamisé cette mutualité qui est la plus importante de Wallonie et qui regroupe des dizaines d'organisations de la société civile.

De janvier 2013 à octobre 2014, il a été ministre fédéral des Entreprises publiques, de la Coopération au développement et des Grandes Villes. Il a, par ailleurs, été professeur invité à l'école de gestion HEC de l'université de Liège pendant plusieurs années. Il est, en outre, le président du Conseil d'administration de la Société régionale d'investissement de Wallonie (SRIW).

Philippe Lallemand



Philippe Lallemand est membre du Comité de direction en charge des collectivités et entreprises, président du Comité d'éthique et membre du Conseil d'administration d'Ethias. Licencié en droit, il a commencé sa carrière au ministère des Finances et est passé rapidement au parlement fédéral.

Après avoir conseillé Philippe Busquin dans les domaines économiques, budgétaires et financiers puis dirigé l'Institut Emile Vandervelde (IEV), il a rejoint Ethias en 1999.

Philippe Maystadt



Plusieurs fois Ministre et Vice-Premier Ministre, Philippe Maystadt est resté dix ans à la tête du Ministère des Finances de 1988 à 1998. Il a présidé le Conseil Ecofin, le Comité intérimaire du Fonds monétaire international et le Conseil des gouverneurs de la BERD.

Pendant douze ans, de 2000 à 2011, il a dirigé la Banque européenne d'investissement. Depuis 2012, il est professeur aux universités de Louvain-la-Neuve et de Luxembourg. Il a aussi succédé à Peter Sutherland à la présidence de « l'European Policy Center ». En 2013, il a été nommé Conseiller spécial auprès de la Commission européenne.

Louis Michel



Professeur en langue germanique, Louis Michel enseigne la littérature néerlandaise, anglaise et allemande à l'école normale de Jodoigne. Interpellé par la politique nationale, il sera président des Jeunes libéraux à Nivelles pendant dix ans, président du Parti réformateur libéral (PRL) et bourgmestre de Jodoigne. Il a également occupé les fonctions de vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et ministre des Réformes institutionnelles de 1999 à 2004. Il a ensuite été commissaire au Développement et à l'Aide humanitaire jusqu'en 2009, période pendant laquelle il n'a cessé d'oeuvrer pour mettre en place une relation d'égal à égal entre les pays en développement et l'Europe. Depuis 2009, Louis Michel est membre du Parlement européen, actif au sein de la Commission LIBE et coprésident de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE. Ministre d'État, il est titulaire de nombreuses distinctions honorifiques.

Marielle Papy



Marielle Papy est licenciée en sciences politiques et relations internationales de l'ULB. Après dix ans passés à l'Agence wallonne à l'exportation (AWEX) où elle s'occupa notamment de la gestion des différentes représentations économiques et commerciales dans le monde, elle devient attaché parlementaire. En 2005, elle est désignée comme directrice de cabinet à Seraing. Elle rejoint ensuite Jean-Pascal Labille en qualité de secrétaire politique pendant son mandat ministériel puis, en 2014, intègre l'Union nationale des mutualités socialistes (UNMS). En septembre de la même année, elle devient l'administrateur délégué de la fondation Ceci n'est pas une crise.

Benoît Scheuer



Après plusieurs années de travail comme enseignant et chercheur dans plusieurs universités, le sociologue Benoît Scheuer fonde, en 1986, le centre de recherche en sociologie « Survey & Action » qu'il dirige toujours actuellement. Cet institut de recherche est spécialisé dans les analyses sociétales. En 1999, il a également fondé l'institut Prévention génocides, actuellement Verbatims, dont il assume toujours la direction. Cette organisation s'occupe principalement de prévention des génocides et des épurations identitaires notamment par la formation à la gestion des risques de conflits identitaires et à la construction d'identités ouvertes. Dans ce cadre, en 2001, il a réalisé et produit un film

documentaire, *Côte d'Ivoire, poudrière identitaire*. Son engagement tente d'être fidèle à une parole de Pierre Bourdieu : « la sociologie est un sport de combat ».

Dan Sobovitz



Dan Sobovitz est politologue et spécialiste de communication des affaires publiques en Europe et au Moyen-Orient. Ayant grandi dans une colonie de Cisjordanie (qu'il a quitté pour des raisons idéologiques), Dan Sobovitz s'est impliqué dans de nombreuses initiatives de la société civile pour la paix et le dialogue intercommunautaire à travers le monde. Il a obtenu des diplômes de Columbia University (NY), Sciences Po Paris, Hertie School (Berlin), et Tel Aviv University. Ces dernières années, il consacre son temps aux campagnes de communication publique des institutions européennes. Il est citoyen d'Israël, de Hongrie et de Suisse, et réside actuellement en Belgique.

Hilde Vernailen



Hilde Vernailen est administratrice et présidente du Comité de direction du groupe P&V Assurances depuis 2011. Elle a exercé différentes fonctions à la banque d'épargne Codep puis à la banque Nagelmackers. Hilde Vernailen siège dans d'autres conseils d'administration. Au niveau international, elle est, entre autres, administratrice et membre du Comité exécutif de la Fédération internationale d'assureurs mutuels et coopératifs (ICMIF) et présidente de l'Association des assureurs mutuels et coopératifs en Europe (AMICE). En Belgique, Hilde Vernailen est également présidente du Conseil d'administration de Multipharma, Multipharma Group & iU, présidente de la Fédération belge des coopératives (Febecoop), administratrice de différentes entités de Partena-HDP, administratrice et membre du Comité exécutif d'Assuralia et présidente du Théâtre royal flamand de Bruxelles (KVS).

Eric Winnen



Eric Winnen est un expert en communication et actuellement Directeur général de Dialectiq, une agence de communication axée sur le monde économique. Il est l'animateur d'une série d'émissions sur Canal Z qui abordent des sujets tels que le développement durable, la mobilité, la compétitivité et la gestion de l'information. Après sa nomination en tant que porte-parole du Ministère des petites et moyennes entreprises du Gouvernement fédéral Belge, il a également travaillé dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur.

CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151
1000 Bruxelles, Belgium

E : info@cnepuc.org

W : www.cecineestpasunecrise.org

F : www.facebook.com/cecineestpasunecrise

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice déléguée



FONDATION
CECIN'ESTPASUNE CRISE